

Le fossé entre riches et pauvres ne fait que s'aggraver

INÉGALITÉS Oxfam publie une étude à quelques jours du Forum de Davos

► L'écart entre les plus riches et les autres ne cesse de croître, selon Oxfam.

► La crise financière n'y a rien changé.

► Et les politiques menées dans les différents pays ont favorisé ces inégalités.

L'an dernier, le 1 % le plus riche de l'humanité possédait 48 % du patrimoine mondial. C'est le constat qui ressort de l'étude « Insatiable richesse : toujours plus pour ceux qui ont déjà tout » publiée en ligne ce lundi par Oxfam et basée sur les chiffres du Crédit Suisse. Celle-ci pose ce constat interpellant à quelques jours de l'ouverture du Forum financier mondial de Davos, que coprésidera cette année (du 21 au 24 janvier) la directrice générale d'Oxfam, Winnie Byanyima.

Et ce fossé entre une minorité de riches et une large majorité de pauvres se creuse toujours plus (lire ci-contre) : en 2016, les richesses détenues par ce 1 % d'humanité franchiront le cap des 50 % du PIB planétaire. Autrement dit, ces gens posséderont plus à eux seuls que le reste des habitants de la Terre.

Contrairement aux idées reçues, la crise financière de 2008-2009 n'a pas inversé cette tendance vieille de trois décennies. « Aux Etats-Unis, le 1 % le plus

riche a confisqué 95 % de la croissance post-crise financière depuis 2009, tandis que les 90 % les moins riches se sont appauvris », mentionne encore l'étude. L'Amérique, pays de tous les excès, constitue-t-elle un cas à part ? Non. En Europe, « les 10 % les plus riches ont vu leur part des revenus totaux augmenter. La richesse combinée des dix personnes les plus riches d'Europe dépasse le coût total des mesures de relance mises en œuvre en Union européenne (UE) entre 2008 et 2010 (217 milliards d'euros contre 200 milliards d'euros) », souligne encore l'ONG.

Les causes de cet écart croissant dans la répartition des richesses sont connues : politiques de dérégulation financière favorisant la création de bulles boursières et l'accroissement des capitaux par les plus riches, fiscalité de moins en moins redistributrice car reposant en grande partie sur les seuls revenus du travail, évasion vers des paradis fiscaux, mesures d'austérité (pressions fiscales sur les classes moyennes, réduction des budgets alloués aux politiques sociales)... « Ce sont les 15 tranches les plus pauvres de la société qui ont été les plus durement touchées, les véritables responsables se déchargeant du fardeau des excès des dernières décennies sur les plus vulnérables et les moins coupables », déplore Oxfam.

Ce fossé toujours plus grand n'est pas sans danger pour la démocratie. D'abord, parce que l'ac-

cumulation de richesses donne à ce petit pourcent une influence politique bien supérieure à son poids démographique. Cela lui permet d'obtenir des dirigeants politiques des décisions qui lui sont favorables et ont pour effet d'accroître encore son enrichissement : financement des partis politiques (là où c'est autorisé), lobbying, corruption... Ensuite, parce que cette répartition disproportionnée de la richesse

pourrait générer à terme des tensions sociales, lesquelles pourraient conduire à un durcissement des politiques sécuritaires.

C'est pourquoi Oxfam mettra en avant, lors du Forum financier annuel, une série de mesures nécessaires pour contrer cette explosion exponentielle des inégalités : lutter contre l'évasion fiscale, investir dans la gratuité et

l'universalité de services publics comme la santé et l'éducation, répartir la fiscalité différemment au détriment du capital et des richesses, instaurer un salaire minimum « décent » pour tous les travailleurs, mettre en place une protection sociale suffisante pour les plus pauvres, etc.

Avec une réelle chance de succès ? Certes, Davos ne sera jamais Porto Alegre (temple de l'altermondialisme). Mais aujourd'hui, des acteurs économiques majeurs tels que le FMI ou la Banque centrale européenne reconnaissent que la croissance des inégalités constitue un facteur d'instabilité dans le monde et nuisent potentiellement à l'éco-

nomie. Ceux-là même qui ont œuvré à la dérégulation entamée dans les années 80 partagent ce point de vue répété par Oxfam et d'autres ONG : il est grand temps de rééquilibrer le partage du gâteau. ■

PASCAL LORENT

CHIFFRES

65

1 % de la population mondiale possédait 48 % des richesses en 2014, les 79 % les plus pauvres s'en partageant 5,5 %. Et son patrimoine financier représente 65 fois celui de la moitié la moins riche du monde.

7/10

Sept personnes sur dix vivent dans un pays où l'inégalité économique a augmenté ces trente dernières années. Et les plus nantis ont augmenté leur part de revenus dans 24 des 26 pays pour lesquels Oxfam dispose de données entre 1980 et 2012.

1,25

Tandis que cette élite dispose de 2,7 millions de dollars par adulte, une personne sur neuf ne mange pas à sa faim et un milliard d'individus vivent avec moins de 1,25 dollar par jour.

P.LT